



Sébastien Jumel
Député de Seine-Maritime
36, quai Duquesne
Dieppe 76200, BP 30071
02 35 85 14 16

Monsieur Gérard Darmanin,
Ministre de l'Action et des comptes publics,
139, rue de Bercy - 75012 Paris

Le 10 septembre 2019,

Mobilisation contre les fermetures de trésoreries
pétition pour le maintien
du centre des finances publiques
de **Neufchâtel-en-Bray**

Monsieur le Ministre,

Vous le savez, le plan de réorganisation des services territorialisés des finances publiques suscite en particulier **dans ma circonscription une très forte opposition des élus, des habitants, des agents concernés et de leurs représentants syndicaux.**

Sans précédent par son ampleur, cette restructuration va conduire à la fermeture des trésoreries de Eu, Blangy-sur-Bresle, Aumale, Forges-les-Eaux, Neufchâtel-en-Bray, Envermeu et Dieppe sur notre territoire, remplacées par des centres de gestion moins nombreux, contre l'annonce de la création de « points de contact » qui n'offriront pas l'étendue des services accessibles avec le maillage actuel, dont ni les effectifs ni les amplitudes d'ouverture ne sont précisés et qui ne seront pas en capacité de prendre directement en charge pour y apporter des réponses consolidées les demandes des usagers, qu'il s'agisse des contribuables, des entreprises ou des collectivités, renvoyant le règlement de leurs problèmes à des rendez-vous ultérieurs.

Je sais que vous avez mesuré la colère de nos concitoyens qui s'est exprimée ces derniers mois face notamment au recul des services publics particulièrement dans les zones rurales, les villes moyennes et les territoires périphériques.

Dans une longue lettre qui vous a été adressée le 27 juin dernier ainsi qu'à Madame la directrice régionale des finances publiques et à Monsieur le préfet de Seine-Maritime par plusieurs maires et moi-même sont exposés nos griefs et nos craintes quant à cette réforme tant sur la forme que sur le fond. Je n'y reviens pas dans le détail ici. Malheureusement, aucune véritable réponse précise ne nous a été apportée à ce jour. La lettre polie reçue de M. Olivier Dussopt, Secrétaire d'Etat auprès de votre ministère, se contente de reprendre de manière synthétique les arguments de présentation **d'un redéploiement qui s'apparente dans les faits à un rétrécissement de services.** La concertation annoncée se résume à ce jour à une écoute courtoise, sans que l'on

puisse savoir vraiment ce que l'on peut en attendre très concrètement. De cette réorganisation nous ne disposons même pas de l'estimation du nombre d'emplois supprimés et donc perdus pour nos territoires, qui viendront s'ajouter à la cohorte des emplois sacrifiés par les précédents plans de fermetures de services. Cette information est soigneusement passée sous silence.

Alors que cette concertation vient de débiter, les maires ont d'ailleurs appris avec stupéfaction que les prévisions d'ajustements d'effectifs que les cadres ont pour consigne de faire remonter à leur hiérarchie sont escomptées pour le 15 septembre. Autrement dit, **on n'attend même pas que les cadres de la concertation aient refroidi pour organiser et planifier les suppressions de postes.**

Vous pouvez facilement imaginer comment tout cela est vécu sur le terrain. Avec ma collègue sénatrice de Seine-Maritime Céline Brulin, nous avons pu le mesurer lors d'une récente réunion avec les élus du secteur de Neufchâtel-en-Bray à laquelle 16 maires participaient. **Lassitude, colère rentrée et sentiment que l'Etat, le gouvernement n'ont rien appris de la crise des « gilets jaunes » sont largement partagés dans ce territoire déjà lourdement pénalisé il y a quelques années par la fermeture de son tribunal.**

Preuve supplémentaire du fort mécontentement que provoque ce chamboule-tout dans l'organisation territoriale des services des finances publiques, **1695 signatures d'usagers demandant le maintien du centre de Neufchâtel-en-Bray, que vous envisagez de déménager à Gournay-en-Bray, ont été collectées en seulement quelques semaines durant l'été.** Je sais par ailleurs qu'une pétition de même nature circule à Dieppe. Cette pétition, qui témoigne du fort besoin de service public des habitants du territoire et des agents des finances publiques, nous a été remise à Céline Brulin et moi-même le 4 septembre dernier par les représentants du collectif qui en est l'initiateur. Nous avons pris l'engagement de vous la transmettre.

Fruit d'une mobilisation citoyenne exemplaire, **elle doit servir à l'ouverture d'une véritable discussion pour le maintien à Neufchâtel-en-Bray d'un service des finances publiques de pleine compétence à Neufchâtel comme ailleurs** eu égard aux besoins des usagers du territoire.

Je vous remets donc cette pétition, convaincu qu'elle doit permettre d'éviter une décision couperet imposée d'en haut et ignorant les nécessités locales.

Dans l'attente et dans l'espoir, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sincères et respectueuses salutations.

Sébastien Jumel
député de Seine-Maritime

